Vendredi 24 juin No 714 1 F

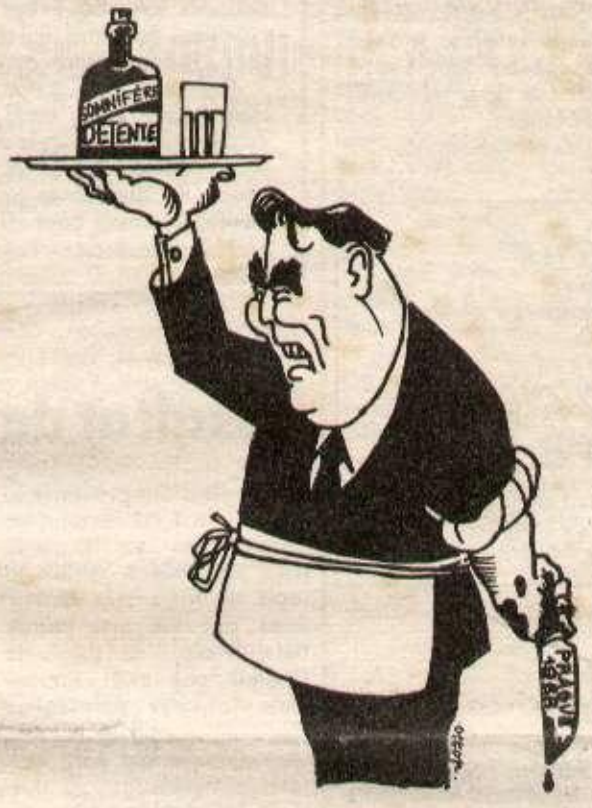
l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61.75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Bilan de la visite de Brejnev

MENSONGES
Pour le peuple
PROFITS
Pour les monopoles



Reçu avec des honneurs tout à fait exceptionnels, Brejnev a jugé sa visite «utile et nécessaire» pendant que, de son côté, Giscard estimait qu'il s'agissait d'un «succès».

Comme il est de circonstance en pareil cas, tout le monde s'affirme content, y compris Chirac qui a tenu à souligner que «les relations entre la France et l'URSS ont une importance capitale».

Quelques fausses notes pourtant dans un concert si unanime : sur la définition de l'adversaire de la France et la statégie de «la bataille de l'avant», sur les droits de l'homme qui figurent pour la première fois dans un texte signé par l'URSS et un de ses partenaires, sur la poussée soviétique en Afrique.

Mais il n'en reste pas moins que les 3 textes politiques signés ont aplani tout cela au profit d'un concert commun sur les avantages de la «détente» et des «progrès en matière de désarmement».

Déclarations pacifiques et rassurantes qui s'accordent bien mal avec le chiffre suivant annoncé par l'OTAN et admis par l'URSS : la course aux armements engloutit un million de dollars toutes les deux minutes du fait très principalement de la compétition acharnée des deux superpuissances !

La récompense de Giscard à ces concessions politiques figure dans les 3 textes économiques signés en même temps : deux accords sur la coopération dans le domaine de la chimie et des transports et un plan de 10 ans pour le développement de la coopération dans le domaine de l'économie et de l'industrie, les échanges économiques franco-soviétiques doivent ainsi tripler pour 1980 à la grande satisfaction des capitalistes français.

Pour obtenir ces contrats mirobolants, la bourgeoisie monopoliste française n'hésite pas à se lier toujours plus les mains face à Moscou.

(suite page 3)

LA VIE DE DJILALI VALAIT 45 MILLE FRANCS !

Au terme d'un procès qui a duré deux jours, les jurés de la cour d'assises ont rendu leur verdict : l'assassin du jeune Algérien Djilali a été condamné à 5 ans de prison dont les trois derniers avec sursis. Comme il avait déjà effectué 7 mois, il ne lui reste plus qu'un an et demi. Avec les remises de peine, c'est bientôt qu'il se retrouvera libre... n'en doutons pas.

Il a par ailleurs été condamné à environ 45 000 F d'amende pour dommage moral à l'égard de la famille de Djilali. Autant dire que dans ce pays, la vie d'un jeune Algérien de 15 ans et demi, ça vaut peu de chose. Ce verdict qui confirme tous ceux qui ont été rendus dans des crimes racistes ces dernières années constitue un nouvel encouragement à d'autres assassinats racistes. Car enfin, si une vie d'Arabe vaut si peu qu'est-ce qui retiendra de futurs meurtriers ?

A vrai dire, personne n'attendait de ce procès qu'il rompe avec la tradition bien établie de la complaisance envers les crimes de ce genre. Le fait qu'il se soit ouvert presque 7 ans après les faits traduisait déjà un profond mépris pour le prix de la vie d'un immigré et une volonté d'étouffer une affaire qui, à l'époque, avait soulevé une profonde indignation.

Le déroulement du procès, ensuite, était déjà évocateur. Tout au long de son déroulement on a pu en effet se demander si c'était la victime ou bien l'assassin qui était accusé. Tandis que Djilali était présenté comme un «voyou», l'assassin était dépeint sous les traits d'un «brave homme». «Il ne faut pas oublier qui était cet enfant» s'exclame l'un des avocats du meurtrier. D'emblée, le tribunal a voulu écarter le caractère raciste de ce crime pour ne retenir que «l'homicide involontaire». Et pourtant, croit-on qu'un jeune garçon de 15 ans et demi aurait été abattu si froidement s'il avait été Français ? Car ce crime a été commis froidement. Le fusil avec lequel Djilali a été tué avait été acheté une semaine plus tôt et était resté à la portée de la main de l'assassin pendant tout ce temps, chargé. Et c'est sans sommation que l'assassin a tiré, à trois mètres. «Ces fusils-là partent tout seuls» osera dire un avocat.

Au-delà de l'assassin, c'est bien une société qui sécrète le racisme qui est responsable. Le racisme qui fait qu'un concierge peut un jour ne pas hésiter à tirer sur un jeune parce qu'il est Arabe.

De notre envoyé spécial

Solutions et propositions de la CGT — Editorial

Contrat avec l'Union de la gauche contre la classe ouvrière

La «politique contractuelle» avait jusqu'ici pour champion Bergeron. C'est une des armes les plus classiques de la bourgeoisie pour étouffer la lutte des travailleurs dans des engagements contractuels signés par les «partenaires sociaux» : gouvernement, CNPF et syndicats.

Cela consiste à circonscrire «l'affrontement de classe» autour du tapis vert, sans rapport de force : c'est en fait par essence la politique de collaboration de classe qui fut par le passé à maintes reprises dénoncée comme telle et que de ce fait la bourgeoisie ne peut mettre en place que ponctuellement et à échelle réduite. On connait l'échec de la «participation» gaulliste !

Mais maintenant tout va changer : la gauche au pouvoir devient une perspective proche et probable et la direction révisionniste de la CGT s'apprête à faire de la politique contractuelle à laquelle elle souscrivait déjà largement l'axe officiel de ses rapports avec le futur gouvernement de gauche : c'est ce qu'on peut lire sous la plume de Krasucki dans la conclusion de la présentation des «solutions et propositions de la CGT» :

«La politique contractuelle pourra alors prendre véritablement son sens et acquérir un contenu sans précédent, favorisant une coopération fructueuse entre ce que l'on pourra appeler à juste titre alors des partenaires sociaux». (Page 5 : «Le peuple» du 25 au 30 juin).

On voit mieux le genre de fruits qu'apportera une telle coopération à la page 55 lorsqu'est précisée la nouvelle politique économique que souhaite la CGT et le réformes de structures qui en seront la base (nationalisations et planifications démocratiques) :

«Les entreprises nationalisées... sont porteuses d'effets importants et positifs pour les travailleurs et pour créer une nouvelle productivité résultant de l'initiative, du progrès, de la qualification et des conditions nouvelles de coopération des travailleurs combinées à un essor du progrès technique».

Le document, dans son ensemble, reflète d'ailleurs cet «effacement» de la lutte des classes au niveau même des mots : ceux tels que lutte, classe, combat apparaissent tout au plus deux ou trois fois sur les 68 pages que fait le document !

Le maitre-mot, celui qui revient le plus souvent, c'est démocratie ou démocratique !

Après avoir été «véritable» il y a quelques années, cette démocratie omniprésente se suffit maintenant à elle-même et tout devient bon affublé de ce qualificatif : les nationalisations bien sûr, et la planification, et la vie nationale, etc.

Les comités d'entreprise, créé par De Gaulle à la Libération, deviennent page 58 «une création originale née du mouvement de démocratisation» de cette époque. Nous y reviendrons dans de prochains articles).

Mais de même que l'histoire se trouve dans ce cas falsifiée, de même l'abondance du mot dans le texte ne fait que recouvrir un projet où la démocratie aura pour le peuple les limites les plus étroites : elle se réduit en effet, à tous les niveaux, au droit des travailleurs à élire des représentants que leur désignera notamment la CGT, à les entendre de temps en temps (une heure par mois sur le temps de travail) et c'est à peu près tout.

(suite à la page 4)

Mobilisation dans le Marais

L'expulsion des habitants du Marais a été annoncée pour le 23 juin avec l'intervention de la police.

Les habitants ont décidé d'empêcher ces expulsions par la force si nécessaire et appellent à une mobilisation et un soutien de tous les progressistes.

• Rennes

PCF et concertation bidon

Dans un CES de Rennes, le principal invite les enseignants à une réunion de concertation afin de mettre en place la réforme Haby à la rentrée.

Il organise deux commissions de travail avec délégués choisis par lui, à l'avance, devant diriger les débats.

Un des délégués est non seulement secrétaire départemental de la FEN, mais de plus membre du PCF. Il accepte ce role et le remplit avec zèle allant jusqu'à couper la parole, pour «faire avancer les débats», au délégué SGEN-CFDT qui lui, appelle à refuser cette réunion.

Ce pseudo-délégué affirme que son syndicat combat la réforme, mais que son rôle dans cette réunion n'est pas contradictoire avec cette position. Enfin, pour lui, l'heure n'est pas à la discussion syndicale, mais à voir «comment les choses peuvent s'arranger puisque de toute façon il faudra appliquer la réforme et que finalement, elle peut être aménagée».

Voilà comment les révisionnistes appellent à combattre la réforme à l'école, le pouvoir peut s'appuyer sur eux pour les concertations bidons !

Des enseignants du CES

AUBAGNE (B du Rh.) 13400
SAMEDI 25 juin A 15 H
Commémoration
(organisée par les marxistes-léninistes d'Aubagne
de 10e anniversaire de la mort du
DOCTEUR H. LUCIA
Militant communiste inflexible et qui lutta pour la création du PCMLF (décédé le 11 juillet 1967) six mois avant la naissance de celui-ci

RENDEZ-VOUS 15 H
Devant l'ancienne entrée du cimetière
Dépot de gerbe – Prise de parole

• Chelles (Seine-et-Marne)

Succès de la fête de la «libre expression»

Dimanche 19 juin se déroulait à Chelles une fête populaire. Organisée par le «Comité d'action écologique et autogestionnaire» (Comité où participent les marxistes-léninistes de Chelles), elle se donnait comme objectif principal d'offrir aux organisations de masse ou politiques de la région, une tribune pour s'y exprimer.

La municipalité UDR de Rabourdin (ancien maire, battu aux dernières élections) s'était en effet illustrée par les tracasseries policières permanentes contre les militants, les agressions fasciste du SAC et de l'UJP et le refus constant de fournir des salles de réunion. Maintenant c'est la «gauche» qui est passée. Quand on sait les difficultés des marxistes-léninistes dans les municpalités PCF du 93 par exemple, pour s'exprimer politiquement, la tenue d'une telle fête à Chelles constitue un précédent qu'il sera difficile aux nouveaux «élus» de supprimer à l'avenir.

C'est 1 000 à 2 000 personnes qui sont passées sur la «colline de Chelles», visitant les nombreux stands et écoutant des groupes locaux de musique folk et pop.

Au stand des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge, de riches discussions se déroulaient, notamment avec deux militants encore au PCF mais fort mécontents de la ligne de leur parti. Au stand du Comité de soutien Sonacotra, décoré de peintures de la commission culturelle, des tracts distribués aux visiteurs, l'exposition photo sur la lutte, les t-shirts réalisés sur place ainsi que les discussions permettaient de populariser la lutte.

L'Union locale CFDT faisait signer des pétitions contre le licenciement d'un délégué CFDT du «Piston français» (A Vaulx-le-Pénil en Seine-et-Marne). Enfin, au stand des AFC où l'on pouvait acheter livres, affiches et objets artisanaux, des contacts furent pris ainsi que deux nouvelles adhésions.

Correspondant HR

Au stand Sonacotra, on s'informe sur la lutte.

Réunion-débat à Chartres

Les communistes marxistes-léninistes de Chartres organisent une réunion-débat sur la venue de Brejnev en France, le vendredi 24 juin à 20 h 30, au foyer culturel de Lucé.

Visite en Chine d'un dirigeant du peuple Zimbabwé

Robert Mugabe, secrétaire général de l'Union nationale africaine du Zimbabwe, est arrivé lundi après-midi à Pékin en visite d'amitié annonce Chine Nouvelle.

Robert Mugabe effectue cette visite en Chine à l'invitation de l'Association chinoise d'amitié avec les pays étrangers.

Wang Ping-nan, président de l'Association chinoise, a donné un banquet en l'honneur de la délégation du Zimbabwe, qui comprend notamment Josiah Tongogara, secrétaire pour la défense de l'Union nationale africaine.

«Nous sommes persuadés, a déclaré Wang Ping-nan, que les forces patriotiques du Zimbabwe avec le soutien des pays du Front et l'organisation de l'Unité africaine, pourront renverser le régime raciste et gagner l'indépendance et la libération de leur pays».

Robert Mugabe a remercié la Chine pour son soutien sincère après avoir souligné que le peuple du Zimbabwe était soumis à la fois à la menace de l'impérialisme occidental, et du social-impérialisme. «Le peuple du Zimbabwe est assez audacieux et préparé idéologiquement pour en venir à bout», a conclu Robert Mugabe, indique l'agence chinoise.

• Inde

Résultat des élections

Les élections provinciales en Inde ont été remportées dans 8 États sur 10 par le parti au pouvoir depuis le mois de mars : le Janata. Elles ont été une lourde défaite pour le parti de Ghandi qui avait imposé dans le pays un régime fasciste, et pour le PCI prosoviétique qui avait soutenu ce régime.

Dans l'État du Bengale, c'est un «Front de gauche» dirigé par le Parti communiste indien marxiste (parti révisionniste qui se prétend «indépendant de Moscou et de Pékin») qui a remporté la victoire.

Mardi, Jyoti Basu, leader de ce parti, a mis en place un nouveau gouvernement. Il a prôné au cours d'un récent meeting «de livrer une concurrence amicale aux gouvernements des autres États pour apporter une solution aux problèmes les plus urgents qui se posent aux masses».

Curieuse manière de résoudre l'exploitation du peuple indien !

Parmi les promesses mises en avant par ces révisionnistes, il en est une importante : la libéralisation du régime. On peut se demander quelle va être l'attitude de ces «libérateurs communistes» face aux Naxalistes qui sont toujours en prison au Bengale ?

Les Naxalistes sont des communistes marxistes-léninistes qui ont quitté le Parti communiste indien (marxiste) en 1967 car celui-ci avait réprimé une lutte des paysans contre les propriétaires fonciers : «la révolte de Naxalbari» où les révolutionnaires avaient eu un rôle dirigeant.

Actuellement, 37 000 Naxalistes sont en prison en Inde.

Le peuple indien ne se résigne ni à la misère ni à l'oppression.

• St-Domingue

Vers l'unité des marxistes-léninistes

D'après des informations récentes, le mouvement marxiste-léniniste fait, actuellement, à Saint-Domingue, de grands pas dans le chemin de l'unité.

C'est dans ce mouvement que s'est inscrit la création d'un comité pro-fondation du Parti des travailleurs dominicains. Ce comité regroupe les organisations marxistes-léninistes dominicaines ; «Linéa roja», «Bandera prolétaria» et «Via marxista-léninista» et s'est constitué à partir d'une identité politique et idéoligique pour la lutte dans deux directions : d'une part, la construction du Parti, d'autre part l'unité patriotique du peuple au sein d'un Front patriotique national afin de lutter pour la reconquête des richesses nationales et pour l'indépendance et la souveraineté.

Le comité pro-fondation du PTD a ouvert à Paris le siège de sa commission extérieure.

Conférence de Belgrade

Les deux superpuissances en échec

Les discussions préparatoires à la conférence de Belgrade, qui se tiennent actuellement dans cette même ville, sont en train de tourner à la déconfiture pour les deux superpuissances.

A l'origine ces discussions préparatoires de procédure étaient supposées parvenir à un rapprochement entre les positions soviétiques et américaines.

Rien que pour s'entendre ainsi sur le dos des peuples, ces messieurs avaient prévu six semaines de discussion, c'est dire déjà l'ampleur de ce qui les oppose par rapport à la prétendue détente.

Or, un fait nouveau est en train de se produire : les pays européens neutres et non-alignés, présents à la conférence, (Chypre, Malte, Suède, Lichtenstein, San-Marin, Finlande, Autriche, Suisse et Yougoslavie) et qui étaient censés être là pour compter les points, ont clairement fait savoir qu'ils n'étaient d'accord ni avec le texte américain, ni avec le texte soviétique. Ils ont même formé un groupe de travail qui pourrait proposer un troisième texte.

Ils sont soutenus, dans cette direction, par la Roumanie qui s'est, lors de cette conférence, opposée au projet soviétique. Attaqué sur ce point par le délégué hongrois, celui-ci vantant la «garantie de liberté» d'expression que constituait le projet soviétique, M. Valentin Lipatti à rétorqué : «Mais quelle garantie veut-elle nous offrir ? Nous sommes venus ici justement pour parler librement sans demander la permission à personne.»

AYDINLIK
Exposition de photos
Sur la lutte du peuple de Turquie contre les deux superpuissances
DU 13 AU 25 JUIN
DE 14 H A 20 H

LIVRES – DISQUES – AFFICHES

PROJECTION DE DIAPOS ET DEBAT
Mercredi 15, samedi 18, samedi 25 juin, à 17H

adresse : Culture et diffusion, 68 rue de Belleville, PARIS 20e · Métro : Pyrénées.

• Portugal

A Lisbonne, environ 1 200 éboueurs sont en grève depuis une semaine. Ils exigent que leur salaire mensuel de 6 400 escudos (820 F) soit porté à 7 800 escudos (1 000 F).

Ils se déclarent déterminés à poursuivre leur mouvement de grève jusqu'à ce que leur revendication soit satisfaite.

La municipalité réformiste tente par tous les moyens, de briser leur grève : appel à la population pour qu'elle prenne des initiatives en vue du ramassage et de l'incinération de quelque 3 000 tonnes d'ordures qui jonchent les trottoirs, appel aux pompiers pour les encadrer.

• Grande-Bretagne

Le nombre des chômeurs en Grande-Bretagne s'est élevé de 108 000 en juin. Il atteint désormais 1,45 million, ce qui fait passer d'un mois sur l'autre la part de population active sans emploi de 5,7 à 6,2%.

Sur les 108 000 nouveaux chômeurs, 104 000 sont des jeunes.

Pour connaître la résistance palestinienne

lisez le bulletin No 3 de l'Association médicale franco-palestinienne (AMFP).

AU SOMMAIRE :
- Historique de l'OLP et de la Résistance palestinienne,
- La Charte nationale palestinienne (juillet 1968),
- Le Programme en 10 points de juin 1974, le 13e Conseil national palestinien, les structures de l'OLP et la composition du nouveau Comité exécutif.

L'exemplaire : 3 F, en vente à l'AMFP, 24, rue de la Réunion — Paris 20e, et aux «Herbes sauvages», 70 rue de Belleville — Paris 20e.

du 22 au 28 juin

Au Jean Renoir, 53 bld de Clichy

Semaine du cinéma africain

JEUDI
Wazou polygame
Cabascaba
de Oumarou GANDA – Niger.

VENDREDI
Nationalité Immigrée de Sidney SOKHOMA – Mauritanie.
Court-métrage : Borom Sarret de Sembene OUSMANE Sénégal

SAMEDI
Badou Boy de Djibrildiop – Sénégal

Court-métrage : Amanie de Mbala GNOAM – Côte d'Ivoire.

DIMANCHE
Lettres paysannes de Safy FAYE – Sénégal
Court-métrage : La Passante de Safy FAYE

LUNDI
Touki Bouki de Djibril DIOP – Sénégal
Paris, c'est joli de Inoussa OUSSEINI – Niger

MARDI
Muna Moto – Cmeroun
Court-métrage : Dikongue – Pipa
Le Muet : Moise Ze Lecourt – Cameroun

Chanson

Johnny vire à «gauche»

Le vent tourne, après Sardou c'est Johnny qui regarde à gauche et qui déclare solennellement que peut-être la «gauche» c'est mieux !

Bien sûr, Johnny ce n'est par Sardou ! Mais c'est cependant un représentant typique de la chanson et du mode de spectacle que la bourgeoisie utilise pour détourner les jeunes de la lutte anticapitaliste. Comment s'y prend-il ?

LA VIOLENCE

Les thèmes abordés partent des aspirations de la jeunesse et de son oppression pour empêcher ces aspirations de se concrétiser dans la lutte. Les jeunes en butte au chômage et aux brimades aspirent à renverser cette société pourrie. Ce que leur chante Johnny, c'est la violence pure, les voitures rapides, les motos, la mort, les déceptions, l'amour, le danger.

Aux justes aspirations, il associe les solutions individualistes. Johnny, c'est le mythe, du mec viril, le plus beau, le dur, mythe créé par la presse des idoles.

Johnny, c'est le spectacle qu'on offre comme défouloir, exutoire aux jeunes. Il faut voir la technique employée pour «chauffer la salle», pour atteindre un certain degré d'excitation au delà duquel la foule des spectateurs est plus maniable. Quand il entre sur la scène, c'est le délire. On s'écrase on se bat. Des garçons, des filles, pleurent hurlent tendent leurs mains dans l'espoir de toucher un bout de pantalon.

Quand le spectacle est fini, c'est les gorilles qui entrent en scène pour protéger la vedette, pour lui permettre d'accéder à sa Mercedes. Si Johnny vote à gauche aux prochaines élections c'est qu'ils est sûr de pouvoir continuer son sale boulot après 78. Il a bien vu comment Marchais, Andrieu, Krivine défendaient Sardou. Il sait que les partis de gauche auront encore besoin de tout l'appareil du show business, qui dépasse le seul Johnny, pour tenter d'abrutir la jeunesse.

Mitterrand, Marchais, Johnny, Sardou : show business

Face aux patrons découragés

Barre le généreux

Réunion des patrons des Chambres de commerce et d'industrie mardi, conseil des ministres jeudi : une certaine inquiétude plane au-dessus de ceux qui nous gouvernent. Aussi les ministres se montrent-ils très actifs : Barre, Boulin, Monory, Beullac parlent de prendre des mesures.

Le problème qui inquète le patronat est posé en ces termes : d'une part, il leur faudrait des aides du gouvernement pour investir et se développer, disent-ils, d'autre part le plan Barre ne leur permet pas ce genre de choses, car dit-on «toute relance massive serait de nature à relancer l'inflation».

Le second point de la démonstration patronale est le suivant : s'il n'y a pas de relance de l'économie, il y aura augmentation du chômage, donc du mécontentement. Ce qui, selon eux, profiterait à la gauche fatalement.

CONCURRENCE ET INVESTISSEMENTS

Monory, ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, a déclaré devant les Chambres de commerce : «La seule chance d'exister pour les entreprises dans le contexte international actuel passe par l'investissement, lui-même conséquence de la recherche du profit qui permet de nourrir l'autofinancement, sans recours à l'emprunt». Il a aussi parlé de «recherche d'une plus grande compétitivité internationale».....

Boulin, ministre de l'Économie et des Finances, à Lille à l'occasion de l'inauguration du siège central de la Banque populaire du Nord a parlé de «retour à une croissance plus soutenue sur des bases assainies».

Barre, quant à lui, se montre décidé à débloquer des crédits du fonds d'action conjoncturelle. Ce fonds est de deux milliards et demi de francs. Le déblocage de ces fonds (progressivement) était prévu dans l'«hypothèse où, à la fin du premier trimestre 77, les objectifs retenus se trouveraient menacés». C'est donc un constat d'échec du plan Barre.

L'IMPASSE

Toutefois, même le déblocage de ces crédits ne peut rien résoudre. D'une part, ils sont destinés prioritairement aux petites et moyennes entreprises, seules, selon le gouvernement, capables de faire preuve de «souplesse de structure et de capacité d'innovation permettant de créer des emplois et de trouver le chemin d'une nouvelle croissance».

Mais, dans le cadre de l'économie capitaliste développée de la France, les PME sont condamnés de plus en plus : c'est la loi du plus fort, les monopoles s'étendent et se regroupent en bouffant les plus petites. Baser une relance économique sur les PME, c'est un coup d'épée dans l'eau.

Par ailleurs, ces mesures vont dans le sens contraire du plan Barre. Et Barre, Monory et Boulin le disent. Ils se disent coincés entre les deux logiques suivantes : d'une part, il faut investir, se développer pour ne pas mourir ; d'autre part tout investissement et tout développement augmente l'inflation. Dans leur politique, ces mesures ne peuvent marcher ensemble.

PROMESSES

Ce ne serait encore rien (les patrons ne sont pas dans la misère) si la crise économique n'entrainait pas une augmentation constante du chômage. Et là l'inquiétude devient panique : le chômage c'est la révolte grandissante chez les travailleurs.

A ce niveau-là, comme il n'y a aucune solution économique valable en vue, il faut faire pleuvoir les promesses.

Beullac a trouvé quelque chose qui serait amusant (si le sujet n'était pas si grave). Son ministère du Travail a ouvert une ligne téléphonique sur laquelle les chefs d'entreprise peuvent appeler pour lui annoncer les créations d'emplois et les jeunes demander du travail. Comme quoi, les choses seraient très simples : si tout le monde avait le téléphone, il n'y aurait plus de chômage... Faut-il en rire ?

Ceyrac, le patron des patrons, a promis sur son honneur la création de 300 000 emplois de plus. Mais il est bien incapable, et pour cause, de dire d'où viendront ces emplois. Tout ce qu'on sait, c'est qu'il a créé des «délégués aux entreprises pour l'emploi», qui se réuniront le 6 juillet et que les patrons «sont décidés à entreprendre et à embaucher». Qui pourrait se sentir rassuré par des promesses aussi creuses ?

Contre la venue de Brejnev

• Grenoble

300 manifestant, une mobilisation d'une grande ampleur pour accueillir comme il se doit le tsar Brejnev.

• Orléans

90 personnes ont assisté au meeting organisé par les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge, contre la venue de Brejnev en France.

Tout au long de ce meeting, les deux superpuissances furent dénoncées. Dans toutes les interventions, l'URSS de Brejnev fut dénoncée pour ce qu'elle est : une superpuissance impérialiste et agressive qui rivalise avec les USA pour l'hégémonie mondiale.

Dans le cadre de l'unité d'action des marxistes-léninistes, un camarade du PCR (ml) fit une intervention chaleureusement applaudie. Des camarades africains des Comores et de la Coordination (Centre-Afrique, Gabon, Côte d'Ivoire) saluèrent le meeting et apportèrent leur témoignage de pays du tiers monde particulièrement visés par la rivalité des deux superpuissances.

• Lyon

60 profs sequestrés

Environ 60 professeurs de l'Université scientifique de Lyon ont passé la nuit de mardi dans un local du campus de Villeurbanne, gardés par les étudiants.

Mercredi matin, peu avant 10 heurs, ils devaient être délivrés par un commando musclé d'une trentaine de leur collègues après une sérieuse bagarre.

A l'origine de cette action des étudiants, l'examen de première année de faculté, le DEUG, passé la semaine dernière par 460 étudiants. Pour la plupart, l'examen était d'une difficulté supérieure au niveau requis. Le jury avait même dû rabaisser la moyenne à 7,5 sur 20 pour atteindre les 180 admissions, chiffre égal à celui de l'année précédernière, déjà peu élevé.

Mais le repéchage a été sélectif et 33 étudiants qui avaient passé la moyenne de 7,5 sur 20 n'ont pas été admis à l'oral. De plus, les étudiants contestent le fait que deux des cinq épreuves n'avaient pas été étudiées au cours de l'année. C'est dès la publication des résultats que les étudiants décidèrent de séquestrer les 60 professeurs.

Voilà qui montre bien à quel tripatouillage ignoble on se livre lors des examens dont le but est de choisir un nombre bien déterminé d'étudiants. Pour atteindre ce but, tous les tripatouillages sont bons au détriment des étudiants : examens très durs, puis moyenne abaissée, puis admissibles éliminés, etc. Et après tout cela, le président de l'université vient parler de défense de la «crédibilité des dipômes» !

Mensonges – Profits

(suite de la page une)

Ces jours-ci, Le général Méry signait en URSS un accord sur les échanges militaires entres les deux pays prévoyant des échanges de délégations, des compétitions sportives, des escales de bâtiments de guerre qui contribueront, à leur place, à entretenir la fiction de la «détente». Au-delà des contradictions réelles qui l'opposent à l'URSS, la bourgeoisie monopoliste française a donc posé, avec cette visite, un pas de plus dans le sens de la soumission aux exigences du Kremlin.

• Clermont – Ferrand

Le syndicat CFDT – EDF dénonce les pratiques de la CGT

A L'EDF, la CGT est majoritaire, mais elle voudrait bien avoir le monopole total et certains rêvent à des syndicats social-fascistes tels qu'ils existent en Pologne ou en URSS.

Dans un tract édité le 13 juin, la CFDT , EDF déclare :

«Ah, comme ils voudraient être tout seuls... et tous les moyens sont bons pour arriver à ce but... comme ils seraient beaucoup plus libres pour conduire les travailleurs là où ils veulent...»

Et la CFDT de dénoncer les calomnies utilisées contre elle : ne pas agir (les révisionnistes sont bien placés pour faire la leçon), ne pas s'être prononcé clairement pour un changement démocratique, ... mais, réplique la CFDT, *«qu'appelle-t-on changement démocratique ? Est-ce le pouvoir aux travailleurs ? Ou bien utiliser les travailleurs pour prendre le pouvoir et s'en servir après ?»*

Cette prise de positon très ferme montre que là où il y a oppression, il y a résistance, là où il y a oppression révisionniste, il y a résistance antirévisionniste !

Correspondant HR

• Marseille

Provocation raciste envers des travailleurs immigrés

Les travailleurs de l'«Hirondelle» (coopérative de construction à Martigues, dont un chantier se trouve à Marseille) sont en grève depuis plus d'une semaine et réclament notamment une augmentation des salaires, des déplacements peu éloignés et la garantie de l'emploi.

Dans cette entreprise, les travailleurs sont en majorité des immigrés, et la plupart syndiqués à la CGT.

Le mardi 4 juin, les ouvriers voulant obtenir l'ouverture des négociations se rendaient auprès de la direction, et pour toute réponse, le patron de chez l'«hirondelle», leur conseilla d'aller "semer le trouble" chez Boumédienne.

Il y a un mois déjà, il avait suffi au patron de téléphoner au commissariat du quartier, pour faire embarquer un certain nombre de travailleurs, qui furent relâchés aussitôt après que le syndicat CGT fut intervenu. Mais dimanche dernier, de nouveau les flics devaient se «distinguer». Monsieur Bendjaoui, militant CGT se trouvait chez des amis pour déjeuner, quand soudain les flics sont venus pour l'interpeller. Demandant des explications, Monsieur Bendjaoui eut pour toute réponse, des paroles du genre : «Ferme la, ou c'est le bateau», et, «va faire le malin en Algérie». Même le propriétaire des lieux s'est vu demander «pourquoi recevez-vous des Arabes ?».

Monsieur Bendjaoui fut incarcéré pendant plus de trois heures seul, entièrement nu, dans une pièce vide. Ce n'est que vers 16 h 30 qu'on lui restitua ses vêtements et qu'il fut relâché, avec pour seule explication : «Fous le camp».

Extraits de l'AP 13

• Clermont – Ferrand

Répression patronale épaulée par les révisionnistes

A la Société métallurgique de Gerzat : licenciement d'un ouvrier marxiste-léniniste, militant CFDT, à la suite de la récente grève.

Chez Pauly, à Cournon : licenciement de tous les délégués CFDT.

Au Centre de formation professionnelle des apprentis, un professeur militant CFDT est licencié, parce qu'il enseignait à ses élèves, futurs OS, leurs droits!

Cette répression est la réponse patronale aux luttes qui se sont déroulées ces derniers temps dans la métallurgie et le bâtiment , à SMG et à Pauly notamment.

Comme l'indique un tract du syndicat CFDT de la métallurgie de Clermont «ce n'est pas un hasard si la CFDT est la première touchée.» En effet, ce sont les militants CFDT du courant de lutte de classe qui ont impulsé les luttes ces derniers temps.

A cet égard, l'attitude des dirigeants CGT est particulièrement scandaleuse. A SMG, ils refusent de défendre le militant licencié ! Et au CFA le directeur qui a décidé le licenciement (sans même prendre la peine de réunir le Conseil d'administration) est... à la CGT. Quant à Pauly, le sous-directeur qui s'acharne à démanteler la section CFDT est... un ancien responsable CGT de la Cégédur à Issoire.

Correspondant HR

Les solutions et propositions de la CGT

Contrat avec l'Union de la gauche contre la classe ouvrière

(suite de la page une)

Ces représentants, la CGT demande que leur nombre soit accru ainsi que leur temps de délégation (qu'ils passeront à siéger dans les CE, organismes paritaires en tout genre jusqu'au conseil économique et social) et les moyens matériels mis à la disposition de ces organismes : en personnel et en argent, par exemple, prêts de l'État sans intérêt. Ils seront donc de plus en plus des gestionnaires, coupés des travailleurs qu'ils verront de moins en moins.

Quant au plus haut niveau, dans les grandes entreprises et hors entreprises (organismes de planification, conseil économique et social) ils seront évidemment permanents et même pas élus : ils seront ces hauts cadres de la CGT et du PCF, pour gérer l'économie capitaliste et encadrer la classe ouvrière pour obtenir d'elle *«un essor de la productivité sociale»*(«Une nouvelle politique industrielle» page 61).

L'«enrichissement» de la démocratie ne va pas d'ailleurs pour les auteurs jusqu'à exiger, dans le chapitre sur l'extension et la défense des droits et libertés (pages 38 à 41), l'abrogation des lois, telle la loi anti-casseurs, qui servent partout si souvent à traîner devant les tribunaux et condamner les travailleurs (ouvriers, petits paysans ou intellectuels) qui combattent le capitalisme. Ils ne parlent pas non plus de la dissolution des juridictions d'exception telle la Cour de sûreté de l'État ni de mettre fin aux opérations de police qui visent notamment nos frères immigrés jusqu'à leur expulsion, après détention dans des prisons illégales du genre de celle d'Arenc à Marseille.

De tout cela, il n'est pas question dans ce chapitre.

Bref, cette «démocratie» là n'est assurément pas la démocratie prolétarienne. Elle ressemble bien plutôt... à celle que pratiquent les patrons d'aujourd'hui mais renforcée suivant le modèle mis en place dans l'URSS de Brejnev où le syndicat est le principal moyen de contrôle et d'encadrement de la classe ouvrière aux mains de la bourgeoisie de là-bas : celle des hauts cadres de l'État et du Parti qui n'ont ni l'un ni l'autre rien de prolétarien !

Nous reviendrons plus précisément sur plusieurs aspects de ce document.

Un patron de choc

Au «Piston français» à Vaux-le-Penil (77), une lutte à mort s'est engagée entre patron et ouvriers. L'enjeu : l'existence d'une section CFDT dans laquelle le patron a vu tout de suite un obstacle à l'exploitation sans limite qu'il imposait auparavant :

– 3 mutations, 8 mises à pied, 12 avertissements,

– 4 militants CFDT licenciés (procès en cours aux Prud'hommes)

– un délégué licencié (et réintégré sur décision de l'Inspection du travail)

– délégué syndical licencié en mars 77 (le patron condamné refuse encore de le réintégrer)

– menace de licencier tout le personnel favorable à la CFDT et de fermer un atelier !

C'est qu'en effet, malgré toutes les pressions, 31 travailleurs ont voté pour la CFDT aux élections !

• C.O.F.A.M.

Les travailleurs devant le tribunal

Les travailleurs de la COFAM (coopérative agricole méridionale) située à Salon, sont en grève depuis 5 semaines :

– contre le démantèlement de l'entreprise, qui entrainera la fermeture de l'usine de Miramas, et le centre de Salon Britton.

– contre les 82 licenciements prévus

– contre les atteintes aux libertés syndicales.

Le mardi 14 juin, trois travailleurs de la COFAM étaient convoqués devant le tribunal de grande instance à Aix-en-Provence, le motif invoqué par la direction étant : «entrave à la liberté du travail»,

Les travailleurs de la COFAM appellent aussi les agriculteurs à prendre contact avec eux, route d'Arles et sur le marché pour connaitre la véritable explication de la situation de la COFAM. *(AP 13)*

Nettoyeur du métro

Première victoire La lutte continue !

L'assemblée générale de mercredi s'est ouverte sur une grande nouvelle : victoire contre les licenciements.

La direction d'ONET a cédé sur toute la ligne, annulant les deux licenciements et l'avertissement. C'est une première et fort importante victoire de grévistes. Comme le disait l'un d'entre eux, : «Si ces deux camarades sont licenciés, c'est 20 autres qui vont suivre immédiatement». La manœuvre d'ONET pour briser la grève a donc échoué. Loin de semer la crainte elle a provoqué une riposte de masse des grévistes. Ceux-ci, et ONET le savait, étaient prêts à occuper les locaux si les sanctions pour «faits de grève» n'étaient pas annulées.

Mardi, les grévistes manifestent devant l'ONET.

UN SOUTIEN ACCRU

De nombreux messages de soutien ont été lus en assemblée générale : ceux de la section CFDT de la blanchisserie de Pantin, de la section CGT d'une fonderie près d'Angers, d'une section SGEN-CFDT, du groupement de solidarité de Toulouse, de militans de l'Humanité rouge de Beauvais avec 300 F de soutien, de la cellule du PCMLF de Vincennes avec 340 F de collecte, de la section CFDT du foyer des Épinettes, etc. Plusieurs de ces messages insistent sur le caractère exemplaire de cette grève dirigée par les travailleurs eux-mêmes, mais aussi sur la nécessité de resserrer les liens entre travailleurs français et immigrés, alors que ces derniers sont l'objet d'une offensive en règle du pouvoir sous prétexte d'«aide au retour».

Par ailleurs, une travailleuse a demandé en assemblée générale à des grévistes de venir populariser leur lutte parmi les employés de l'URSAFF à Paris.

Des délégations de grévistes doivent également se rendre mercredi soit à des réunions de l'ASTI, (association de solidarité avec les travailleurs immigrés) dans le 15e, le 16e et le 17e. Ce soutien est déjà très positif, mais un grand souci des grévistes reste que des travailleurs, notamment français, viennent les aider aux piquets de grève.

MANOEUVRES D'ETAT MAJOR

L'UD CFDT a repris ses contacts avec l'UD CGT et pour commencer elles ont annoncé dans un communiqué commun... que c'est les patrons qui portaient «l'entière responsabilité de la grève». On peut se poser des questions sur ces contacts quand on sait que l'UD CGT loin de soutenir reellement la grève a au contraire voulu la saborder dès le début.

Par ailleurs, les conseillers socialistes de Paris annoncent qu'ils ont fait «une démarche» à la préfecture de police pour demander l'ouverture de négociations. Mais de quelles négociations peut-il s'agir alors que les grévistes ont déjà entrepris d'obliger les patrons à négocier rapport de force à l'appui sur la base de leurs propres revendications, notamment 2 300 F pour 173 H.

Les partis de «gauche» et leurs représentants dans les directions syndicales ne désespèrent donc pas de «récupérer» la grève et de s'en servir à leurs propres fins. Mais depuis le début, les ouvriers nettoyeurs ont su montrer qu'ils luttaient pour faire aboutir leurs revendications légitimes et non pour servir de masse de manœuvre à des intérêts étrangers aux leurs.

HOPITAL CLAUDE-BERNARD
MANIFESTATION

du personnel hospitalier en grève

Les grévistes tiennent tous les soirs une permanence au CHR de la Salpétrière (métro St-Marcel)